



LETRE D'INFORMATION · NOVEMBRE 2022

RETOUR SUR MES ACTIVITÉS DU MOIS

FAIRE LE PLEIN D'ÉNERGIE : MES POSITIONS SUR LA QUESTION



L'actualité récente démontre l'importance des questions énergétiques sur lesquelles j'ai notamment pu m'exprimer au micro de France bleu Pays basque le 30 novembre dernier. J'y ai défendu la nécessité de ne pas laisser les prix de l'énergie aux mains du marché. Pour aider les TPE et les PME, il est temps de remettre de la justice fiscale dans la fiscalité française. Depuis le début de mon mandat, je rencontre des acteurs locaux du secteur (EDF hydro, la directrice régionale ainsi que le directeur territorial des Pyrénées-Atlantiques d'ENEDIS ou encore le conseiller en lien avec les collectivités territoriales du Pays basque et des Landes pour GRDF) et visite des infrastructures. Ces différentes rencontres m'ont permis de faire le tour de la situation en circonscription. Si nous avons déjà connu des périodes hivernales tendues en termes de fourniture d'électricité, il est peu commun, voire inédit, d'anticiper une telle crise. À l'augmentation du coût de l'énergie contre laquelle j'ai interpellé le Gouvernement, via une question écrite à la rentrée dernière sur le fioul, s'ajoute le risque réel d'une pénurie. Mon engagement sur la question, auprès de mes collègues, reste entier.

[ÉCOUTER L'INTERVIEW](#)

CONGRÈS DES MAIRES



Du 21 au 24 novembre se tenaient, à la Porte de Versailles, à la fois le 104e Congrès des maires organisé par l'Association des maires de France et la Salon des maires et des collectivités locales. Rencontres, conférences, débats et forums ont occupé les élus ayant eu la possibilité de faire le déplacement. Ce congrès fut l'occasion pour moi de passer des moments de qualité avec certains et certaines maires de la circonscription venus à Paris. Dans le cadre de mon travail à l'Assemblée, avec l'appui de mon groupe parlementaire, j'ai à cœur de répondre aux préoccupations des élus que je rencontre chaque semaine lors de ma "tournee des maires". J'exposais, la semaine dernière, à travers un courrier adressé à l'ensemble des maires de la circonscription, des propositions pour soutenir les intérêts des communes : maintien de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, augmentation du plafond de la surtaxe d'habitation sur les résidences secondaires et extension de ce dispositif, mettre fin au reversement obligatoire d'une fraction de la taxe d'aménagement à EPCI...

[SUIVRE L'AVANCEMENT DE LA TOURNÉE DE MAIRES](#)

POUR LA RÉOUVERTURE DE NOS FRONTIÈRES

J'ai attiré l'attention, par une question écrite en date du 22 novembre, madame la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères sur la date de réouverture de quatre points de passage entre la France et l'Espagne fermés depuis presque deux ans maintenant. Les conséquences d'une telle fermeture sur la vie sociale et économique de notre territoire sont réelles. Les quatre accès encore fermés sont habituellement très utilisés par les riverains.

[LIRE L'ARTICLE](#)

INSCRIPTION DU DROIT À L'IVG DANS NOTRE CONSTITUTION



Le 24 novembre, l'Assemblée nationale a voté, dans un large consensus, pour l'inscription du droit à l'IVG dans notre Constitution. S'il n'y a pas aujourd'hui en France de menace directe de ce droit, les atteintes se multiplient partout en Europe. L'adoption de cette proposition de loi, inscrite à l'ordre du jour à l'occasion de la niche LFI, est une première étape. J'ai publiquement affirmé mon soutien à ce texte en le cosignant. Nous appelons maintenant, dans cette lignée, le Gouvernement de présenter un projet de loi qui reste le véhicule législatif le plus adapté pour parvenir à l'inscription rapide et effective du droit à l'IVG dans notre Constitution.

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUESTION ÉCRITE

L'IMAGE DU MOIS



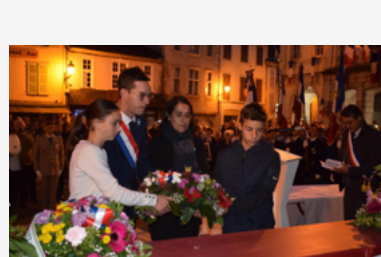
Le mois de novembre est notamment celui des commémorations de l'armistice de 1918. En ce 11 novembre 2022, j'étais à **Oloron Sainte-Marie** dans la matinée puis à **Arudy** dans la soirée pour le centenaire du monument aux morts. À nos soldats d'hier et d'aujourd'hui.

LE CHIFFRE DU MOIS

49.3

La Première ministre y a eu recours **7** fois en quelques mois. Le dernier en date a été utilisé le 30 novembre pour **faire passer en force** l'ensemble du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Pour rappel, l'article 49 alinéa 3 de la Constitution permet au gouvernement de faire passer un texte sans vote, sous couvert du rejet de la motion de censure pouvant être déposée par au moins un dixième de l'Assemblée. En multipliant les recours au 49.3, le Gouvernement nous empêche de débattre sur des sujets de fond comme l'éducation ou l'agriculture. L'utilisation de cet article est inédite et signe un profond mépris pour le travail parlementaire. Le Gouvernement a, en effet, balayé d'un revers de main de nombreux amendements votés de façon démocratique.

LE CALENDRIER DU MOIS



04/11 · Passation de commandement au centre d'incendie et de secours d'Arrette

10/11 · Ouverture de la 17e édition de Lurrama

11/11 · Cérémonies à Oloron et Arudy

19/11 · Mairie de Saint-Étienne-de-Baigorry

25/11 · Locaux de l'association Piémont orlonais urgence réfugiés

26/11 · Fêtes de la Sainte-Barbe au SDIS d'Oloron



LE SAVIEZ-VOUS ?

Il n'y a pas que les 577 députés dans l'hémicycle lors d'une séance. Des fonctionnaires de l'État sont chargés d'aider au bon déroulement des séances et du vote des lois. Ils sont indispensables et se divisent en quatre catégories :

- Les **huissiers** sont reconnaissables à leur uniforme : queue de pie, noeud papillon blanc et chaîne au plastron. Ils sont chargés de surveiller les entrées et venus et de distribuer amendements et courrier aux députés.

- Les **rédacteurs** de comptes rendus rédigent l'intégralité des séances. L'intégralité des séances sont, en effet, publiées au Journal Officiel et peuvent être consultées par tous les citoyens.

- Les **fonctionnaires de la division des lois** qui, à mesure des discussions et des votes, établissent le texte de loi.

- Les **fonctionnaires de la division de la séance** assistent et conseillent les présidentes et présidents de séance.

L'INSTANT MÉDIA

À l'occasion de l'enregistrement d'un épisode de Penser les luttes, les équipes de Radio parler ont, le temps de l'émission, récréé un studio d'enregistrement dans les locaux de l'Assemblée nationale. Aux côtés des mes collègues Danièle Obono, Elsa Faucillon et Marie Pochon, il était question des luttes menées par la NUPES dans l'hémicycle.


[ÉCOUTER LE PODCAST](#)

VOTRE ARTICLE PRÉFÉRÉ

inakiechaniz · 17 nov · 1 min de lecture

Précarité étudiante : pour l'élargissement du ticket Resto U à 1€ à l'ensemble des étudiants

Mardi midi, nous étions sur le campus de Bobigny de l'Université Paris Nord avec mes collègues Fatiha Keloua-Hachi, Claudia Rouaux et Arthur Delaporte pour échanger avec les étudiants et leur témoigner de notre conviction quant à la nécessité de mettre en oeuvre une réelle politique publique pour lutter contre la précarité alimentaire des étudiants.



En 2020, au coeur de la crise de la Covid, le Gouvernement met en place le ticket Resto U à 1 euro pour les étudiants boursiers. Nous, socialistes, demandons déjà son élargissement à l'ensemble des étudiantes et étudiants.

En janvier 2021, toujours dans un contexte de crise sanitaire, le gouvernement consent finalement consenti à l'élargissement à l'ensemble des étudiants du ticket Resto U à 1 euro.

Cette extension ne durera malheureusement que quelques mois. Le Gouvernement de la suspendre dès la rentrée 2021 alors même que la précarité étudiante grandit et que les files des banques alimentaires grossissent.

Nous demandons, députés socialistes et apparentés, l'élargissement des conditions d'accès au ticket RU à 1 euro à l'ensemble des étudiants.

f t in

Assemblée nationale

